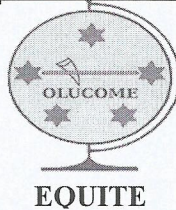


OBSERVATOIRE DE LUTTE  
CONTRE LA CORRUPTION ET LES  
MALVERSATIONS ECONOMIQUES  
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT  
AGAINST CORRUPTION AND  
ECONOMIC EMBAZZLEMENT  
TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 011/OLUCOME/06/2018 PORTANT SUR LA  
DEGRADATION CONTINUELLE DE L'ECONOMIE BURUNDAISE SUITE AU MANQUE  
DES FONDS D'INVESTISSEMENTS CONTRAIREMENT AUX DISCOURS POLITIQUES  
DU GOUVERNEMENT QUI AFFIRMENT LES REALISATIONS DE BEACOUP DE  
PROJETS D'INVESTISSEMENTS A SES PROPRES FONDS.»**

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) regrette encore une fois de se rendre compte que l'économie burundaise continue à se dégrader gravement. En effet, dans son analyse sur le budget général de l'Etat exercice 2018 au début de cette année, l'OLUCOME a démontré qu'il s'agit d'un budget de consommation et non d'investissement. Les ressources internes projetées de ce budget général de l'Etat sont de 851,875 milliards Fbu et proviennent du montant global du budget général de l'Etat 2018 (1388,174 milliards Fbu) déduit des fonds du déficit global du budget de l'Etat 2018 (164,049 milliards Fbu) et des dons (372, 250 milliards Fbu). **Bien plus, les ressources intérieures projetées sont de 851,875 milliards Francs burundais alors que les dépenses courantes du budget général de l'Etat 2018 sont de 868, 616 milliards Fbu.** Ce constat a prouvé à suffisance à l'Observatoire que le Gouvernement burundais ne peut pas réaliser de projets d'investissement à ses propres fonds. Ce qui est tout à fait le contraire du contenu des discours des autorités burundaises qui se vantent que le Gouvernement burundais réalise beaucoup de projets d'investissement au pays à ses propres fonds.
2. Cependant, ce constat de l'OLUCOME se lit également à travers le rapport confidentiel du Ministère des Finances, du budget et de la privatisation sur l'exécution du budget de l'Etat du premier trimestre 2018. Selon ce rapport, sur un montant de 789 213 728 548 Fbu des recettes prévues pour l'exercice budgétaire 2018, l'Office Burundais des Recettes (OBR) a recouvré 212 518 048 167 Fbu à la fin du premier trimestre 2018 soit un taux de réalisation de 26, 9%. Les rubriques en masse telles que les salaires et traitements, les biens et services ainsi que les transferts courants et subsides ont atteint respectivement un taux d'exécution de 25%, 25,2% et 28, 1% alors que **le taux d'exécution des investissements sur les ressources intérieures est de 7,5%.**
3. Concrètement, sur les 212 518 048 167 Fbu recouverts par l'OBR à la fin du premier trimestre 2018, 204 547 085 039 Fbu ont été consommés par ces rubriques en masse notamment les salaires et traitements, les biens et services ainsi que les transferts courants et subsides. **Ce qui laisse comprendre que les liquidités disponibles pour réaliser les projets d'investissement du Gouvernement au premier trimestre 2018 n'atteignaient pas 8 milliards Fbu.** D'où plus de 7



institutions et ministères de l'Etat n'ont rien réalisé en matière d'investissement sur les ressources intérieures soit un taux d'exécution de 0% selon le même rapport. En plus de ces 7 institutions et ministères de l'Etat, le Ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le Sida a réalisé l'investissement de 3 614 702 Fbu à la fin du premier trimestre 2018 soit un taux d'exécution de 0,1%. Plus grave, le Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme a réalisé un investissement de 22 420 589 Fbu soit un taux d'exécution de 5,7% alors que le pays souffre de la carence des devises et de la faible production nationale. Signalons que presque toutes les entreprises publiques risquent de tomber en faillite suite à la mauvaise gestion et la corruption devenues un mot d'ordre en matière de gestion au Burundi.

4. Même si le Ministère en charge des finances publiques explique que ce taux faible d'exécution des investissements sur les ressources intérieures (7,5%) par l'effet de saisonnalité lié aux procédures de passation des marchés publics, l'OLUCOME constate à travers ce rapport d'exécution du budget de l'Etat du premier trimestre 2018 que l'investissement sur les ressources intérieures est plutôt handicapé par le manque de moyens financiers tel que développé ci-haut. Les investissements directs étrangers sont au ralenti suite à la crise que vit le Burundi depuis 2015. La situation économique se présente ainsi au moment où le taux de croissance économique avait déjà atteint 4,7% en 2014. Suite aux problèmes politiques qui persistent au Burundi depuis 2015 à ce jour, le taux de croissance économique est toujours négatif pendant ladite période. Actuellement, le Burundi est parmi les trois pays les plus pauvres au monde. Par ailleurs, aucun pays au monde ne peut se développer sans réaliser les projets d'investissements. Ainsi, l'OLUCOME se demande où va le Burundi avec ces discours de propagande des dirigeants politiques affirmant que beaucoup de projets d'investissements se réalisent alors qu'il s'agit des stratégies politiques de communication machiavélique.
5. Au-delà de manque de fonds d'investissement, il s'observe au Burundi la fuite des cerveaux par le manque de volonté politique du Gouvernement de les soutenir afin que le pays profite de leur expertise. De plus, le taux chômage de 65% des jeunes selon la Banque Mondiale est très inquiétant. Cette situation de chômage et de manque de fonds d'investissement ne mène qu'à la ruine et constitue si rien n'est fait une menace grave pour la stabilité, la sécurité et la paix au Burundi. Encore plus, le Gouvernement du Burundi n'a jusqu'aujourd'hui aucun document de planification stratégique qu'il met en œuvre, il ne fait que tâtonner en reconduisant le CSLPII valable jusqu'à la fin de 2015. Les rapports trimestriels d'exécution du budget de l'Etat ne sont pas publiés à temps alors que le citoyen burundais a droit de savoir comment les montants de taxes et impôts qu'il a payés, ont été utilisés par le Gouvernement.
6. Pire encore, les projections de la BAD, l'une des banques internationales de développement économique qui finance les investissements au Burundi ne tranquillisent pas. En effet,..... « La suspension des aides extérieures continue d'affecter la situation budgétaire en 2017, avec un déficit estimé à 8,2 % du PIB, malgré une augmentation de la taxation des produits de base. Il devrait encore se détériorer à court terme (projeté à -8,9 % en 2018 et -9,1 % en 2019). De son côté, le



déficit du compte courant (-11,6 % du PIB en 2017) reflète à la fois les restrictions imposées aux exportations (café et thé) et l'insuffisance des réserves de change. Bien que légèrement en baisse, il devrait rester élevé en 2018 (-10,4 %) et 2019 (-9,3 %). En plus de ces facteurs défavorables, la tendance fortement baissière du franc burundais devrait contribuer à alourdir la pression déjà forte pesant sur les prix à la consommation, avec une inflation passant de 14,6 % en 2017 à 15,7 % en 2019. L'endettement intérieur devrait demeurer élevé tandis que la dette extérieure resterait relativement stable. La dette publique globale devrait, elle, grimper à 67,8 % du PIB en 2018 et 72,1 % en 2019. »

7. Selon toujours la BAD, la crise sociopolitique et sécuritaire que traverse le Burundi est de nature à peser négativement et lourdement sur l'économie et le climat des affaires, comme l'illustre le rapport Doing Business 2018 de la Banque mondiale, qui classe le pays en 164<sup>ème</sup> position sur 190 pays, un recul de 7 places par rapport à 2016. La baisse des aides et financements extérieurs dont dépend fortement l'économie burundaise devrait également affecter négativement la situation budgétaire. Par ricochet, cela devrait peser sur le financement des grands investissements publics avec, à la clé, un ralentissement de la croissance. Enfin, la forte dépendance de l'économie à l'égard du secteur agricole (représentant plus d'un tiers du PIB), des exportations de produits de base, et des importations de combustibles et produits alimentaires rend le pays extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs, comme en témoigne l'impact sévère des aléas climatiques et des mesures commerciales restrictives sur les recettes d'exportations et la balance commerciale.
8. Dans le but de contribuer au développement du Burundi spécialement dans le domaine des investissements, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

#### **Au Gouvernement du Burundi et au parti au pouvoir :**

- a. Après la renonciation au 07 juin 2018 du Président Pierre NKURUNZIZA au 4<sup>ème</sup> mandat présidentiel de 2020, de s'y mettre d'urgence pour trouver un accord additionnel à l'accord d'Arusha dans le cadre de résoudre définitivement la crise actuelle au Burundi avec tous ses protagonistes à travers le dialogue inter burundais externe inclusif afin de gagner la crédibilité auprès de ses partenaires techniques et financiers et auprès de la population burundaise ;
- b. D'abandonner les discours politiques machiavéliques attestant que l'économie burundaise prospère mais plutôt d'accepter que son économie souffre de manque de fonds d'investissement et des compétences intellectuelles en vue de mobiliser des fonds de développer le Burundi ;
- c. De se doter d'un nouveau document de planification stratégique de développement du Burundi afin d'arrêter de fonctionner sans aucune orientation objective ;

ep



- d. De publier les rapports trimestriels d'exécution du budget de l'Etat car les contribuables ont le droit de le savoir et de demander des comptes ;

**« Vive le Burundi sans les dirigeants corrompus. »**

Fait à Bujumbura, le 13/06/2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

